

## Les Burundais appelés à élire lundi leurs députés dans un climat délétère

@rib News, 25/06/2015 – Source AFP – Quelque 4,8 millions de Burundais Ã©lisent lundi leurs dÃ©putÃ©s et conseillers communaux, des scrutins controversÃ©s maintenus par le pouvoir en dÃ©pit de la pire crise politique que connait le pays depuis dix ans, provoquÃ©e par la candidature du prÃ©sident Nkurunziza Ã un troisiÃ©me mandat lors de la prÃ©sidentielle mi juillet. Manifestations interdites et rÃ©primÃ©es, parfois Ã balles rÃ©elles, mÃ©dias privÃ©s rÃ©duits au silence, journalistes cachÃ©s ou en exil, atmosphÃ©re de peur et d'intimidation gÃ©nÃ©ralisÃ©e, notamment de la part des Imbonerakure, les jeunes du parti au pouvoir, qualifiÃ©s de "milice" par l'ONU: le climat actuel rend impossible des scrutins crÃ©dibles, estime la communautÃ© internationale.

Mais, malgrÃ© un isolement croissant, les autoritÃ©s burundaises refusent de cÃ©der une nouvelle fois aux appels de l'ONU, de l'Union europÃ©enne (UE), de l'Union africaine (UA), ou de la CommunautÃ© est-africaine (EAC) et de repousser Ã nouveau les Ã©lections. Alors que la rÃ©pression systÃ©matique de la police a rÃ©ussi Ã faire cesser les manifestations, quasi-quotidiennes entre fin avril et mi-juin, contre la candidature de Pierre Nkurunziza, la violence est encore montÃ©e d'un cran durant la semaine Ã©coulÃ©e, marquÃ©e par une sÃ©rie d'attaques Ã la grenade visant civils ou policiers et faisant au total 4 morts et une quarantaine de blessÃ©s. Des tirs nourris continuent aussi d'Ãatre entendus toutes les nuits dans les quartiers contestataires. Et l'ombre de militaires mutins ayant pris le maquis depuis l'Ã©chec d'un coup d'Etat Ã la mi-mai, ainsi que celle d'opposants notoires exilÃ©s dans les pays voisins, alimentent les craintes de possibles attaques Ã l'approche du scrutin. Moins de dix ans aprÃ©s la fin de la guerre civile qui fit 300.000 morts entre 1993 et 2006, la crise actuelle a ravivÃ© les craintes d'une reprise des violences Ã grande Ã©chelle au Burundi, dont l'histoire post-coloniale est marquÃ©e par les massacres entre Hutu et Tutsi. - Opposition phagocytÃ©e - Le scrutin met face-Ã-face d'un cÃ©tÃ© un parti prÃ©sidentiel omniprÃ©sent jusque sur la moindre colline, structurÃ© et dotÃ© de moyens consÃ©quents, et de l'autre une opposition marginalisÃ©e depuis cinq ans par son boycott des Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2010. Les principaux partis d'opposition - notamment l'Uprona, principal parti tutsi et les FNL, issues de la plus ancienne rÃ©bellion hutu - ont Ã©tÃ© phagocytÃ©s ces derniÃ©res annÃ©es par des alliÃ©s du pouvoir. Cette manÃ©uvre baptisÃ©e "nyakurization" (de "nyakuri" qui signifie "vÃ©ritable" en kirundi, NDLR) consiste pour les autoritÃ©s Ã faire Ã©merger au sein d'une formation une aile dissidente, qui prend ensuite le contrÃ´le du parti puis se rallie au pouvoir. Les Ã©lecteurs doivent choisir 100 dÃ©putÃ©s dans 18 circonscriptions. S'y ajouteront 3 dÃ©putÃ©s de l'ethnie twa (pygmÃ©es), ultra-minoritaire et Ã©ventuellement d'autres cooptÃ©s au sein des partis Ã©lus en vue de respecter les Ã©quilibres prÃ©vus par la Constitution qui impose que l'AssemblÃ©e compte 60% de Hutu et 40% de Tutsi. Enjeu de ces lÃ©gislatives pour le CNDD-FDD du prÃ©sident Nkurunziza, qui bÃ©nÃ©ficie traditionnellement d'un large soutien au sein des populations rurales hutu: obtenir plus de 2/3 des siÃ©ges au Parlement, majoritÃ© nÃ©cessaire Ã l'adoption des lois et devant permettre au parti de garder le contrÃ´le total des institutions. "C'est un but auquel (les hiÃ©rarches du CNDD-FDD) tiennent beaucoup", assure Thierry Vircoulon de l'International Crisis Group (ICG). - Garder le contrÃ´le - Comme en 2010, le CNDD-FDD mise sur l'absence de l'opposition, qui menace toujours de boycotter le scrutin, et sur le soutien de nouveaux alliÃ©s gagnÃ©s en jouant sur l'appÃ©t du gain et l'attrait du pouvoir, selon Christian Thibon, universitaire franÃ§ais et spÃ©cialiste du Burundi. Enjeu pour l'opposition: ne pas disparaÃ©tre du jeu politique. Mais ses chances, alors qu'elle n'a pu vÃ©ritablement faire campagne, apparaissent minces voire inexistantes, selon les observateurs. "Dans l'Ã©tat actuel de la campagne Ã©lectorale, je pense que leurs chances sont globalement nulles", explique Thierry Vircoulon, les seules formations ayant pu faire campagne, outre le CNDD-FDD, Ã©tant les ailes de l'Uprona et des FNL ralliÃ©es au pouvoir. Les quotas ethniques institutionnels ne devraient pas empÃªcher le CNDD-FDD - parti issu d'une rÃ©bellion hutu - d'atteindre son objectif, grÃ¢ce Ã des candidats tutsi, mais aussi aux partis "nyakurisÃ©s", particuliÃ©rement l'Uprona. Les observateurs mettent Ã©galement en avant les risques de fraude, avec une Commission Ã©lectorale composÃ©e exclusivement de personnalitÃ©s favorables au pouvoir, depuis que deux de ses membres ont fait dÃ©fection en mai et quittÃ© le pays. Un trÃ©s mauvais score pourrait marquer "le point final de la marginalisation, entamÃ©e en 2010, de l'opposition" qui "pourrait disparaÃ©tre au niveau institutionnel", estime Thierry Vircoulon: "ce serait la fin de la dÃ©mocratie parlementaire au Burundi". Si elle est Ã©cartÃ©e des institutions par les Ã©lections, l'opposition risque de "rÃ©apparaÃ©tre sous d'autres formes, violentes", s'inquiÃ©te Christian Thibon.